



Mai 2026

Le travail et ses enjeux

Pourquoi le travail continue-t-il d'occuper une place aussi centrale dans nos vies et dans la société, alors même qu'il est souvent associé à la fatigue, à la frustration ou à la souffrance ?

Au-delà du revenu, le travail apporte une identité, une reconnaissance, une place dans la société, ainsi qu'une manière de structurer le temps et de donner sens à l'existence. Mais il est aussi synonyme d'efforts, de contraintes, d'inégalités, et parfois d'usure extrême.

Enjeu politique, économique et social majeur, le travail sera encore au cœur des débats politiques des prochains mois. Nous proposons de défricher un peu le terrain en rendant compte, très partiellement, de trois des thèmes abordés dans l'ouvrage de la sociologue Dominique Méda, paru ce printemps : **Le travail. Pourquoi travaillons-nous ? Éditions Autrement, 2026.** Nous compléterons cette approche par la question de la souffrance psychique au travail dans la Fonction publique, sujet d'une audience au Sénat en avril 2026.

Dominique Méda interroge notre rapport complexe au travail sous toutes ses formes (rémunéré, bénévole, domestique, créatif).

Elle mobilise les analyses philosophiques, historiques et sociologiques, tout comme le cinéma, la littérature et le théâtre (que le format de cette lettre ne permet pas de présenter).

Pourquoi travaillons-nous ? La réponse qui s'impose d'abord à nous est "*par nécessité*". Pourtant, le travail dépasse l'obligation. Il touche à la reconnaissance sociale, à l'estime de soi, au sentiment d'utilité. À travers lui se jouent notre place dans la société et la valeur que nous nous attribuons.

« Qu'il soit technique, manuel ou intellectuel, le travail est non seulement une contribution à la vie sociale mais aussi une action individuelle enchâssée dans un cadre collectif qui permet à chacun et chacune de manifester et de développer ses capacités, son habileté, son intelligence. C'est de tout cela que sont privés les individus lorsque le chômage leur est imposé. Une forme de déréliction, donc. »

Si le travail permet d'abord de gagner un revenu, il apporte aussi des liens sociaux en

dehors de la famille. Bien exercé et reconnu, le travail pourrait être très satisfaisant.

Mais « *le capitalisme ou le productivisme détruit une partie du sens du travail, empêche que les gens puissent faire montre de leur capacité et se déployer dans leur travail* ». Il se nourrit des profondes inégalités salariales qu'il produit et de l'enfermement d'un grand nombre de salarié·es dans des tâches d'exécution.

D'autre part, nombre de métiers dont l'utilité sociale est incontestée sont encore aujourd'hui particulièrement mal payés.

Les attentes des jeunes Français et Françaises à l'égard du travail sont immenses.

En octobre 2023, une enquête Harris Interactive a posé aux moins de 30 ans la question classique des sondeurs lorsqu'il s'agit de rendre compte de l'importance accordée au travail : « *Que feriez-vous si vous n'aviez pas besoin d'argent pour vivre ?* ».

77 % continueraient à travailler. Parmi ceux-ci néanmoins, 28 % changeraient de métier. Cette réponse invite à s'intéresser aux conditions concrètes d'emploi et d'insertion des jeunes sur le marché du travail, à partir de l'enquête « Génération 2017 » du Centre d'études et de recherches sur les qualifications.

Une majorité de jeunes attachent de l'importance à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Il s'agit en réalité d'une revendication commune à toutes les générations, que l'on voit monter depuis plusieurs décennies à mesure que le taux d'emploi des femmes se rapproche de celui des hommes, que les difficultés de conciliation sont de plus en plus fortement ressenties et que le travail s'intensifie.

Mais la sécurité de l'emploi est bien plus mise en avant par les jeunes actives et actifs que par les étudiant·es : en effet, bien que le niveau de formation des jeunes n'ait jamais été aussi élevé, leurs conditions d'insertion sur le marché du travail restent, pour une partie d'entre eux, difficiles, voire très difficiles. Pour rappel, le taux de chômage des jeunes de 18 à 24 ans est deux fois plus élevé que celui de la population active (17,6 %, contre 7,4 %) ; plus de la moitié des jeunes salarié·es de 15 à 24 ans sont en CDD, intérim, contrat aidé ou apprentissage ; le taux de pauvreté des jeunes est plus élevé que celui de toutes les autres classes d'âge, et la durée nécessaire pour trouver un emploi stable est de plus en plus longue. C'est pour les non-diplômé·es que la situation est la plus grave : la durée d'obtention d'un emploi stable est encore plus incertaine.

La diversité des trajectoires scolaires et d'accès à l'emploi interdit en réalité de parler d'une jeunesse homogène qui aurait les mêmes attentes vis-à-vis du travail et le même rapport à celui-ci. Les aspirations sont en effet conditionnées (et trop souvent limitées) par la position scolaire et les moyens financiers des familles. Elles le sont aussi par l'existence (ou non) des types d'emploi espérés.

Contrairement au discours ambiant, les jeunes générations ne rejettent pas le travail. Elles veulent juste qu'il ait du sens et qu'il s'intègre plus harmonieusement à leur vie personnelle. Elles sont aussi plus conscientes des enjeux écologiques et refusent les logiques productivistes à tout prix. Elles aspirent à un travail qui contribue au bien commun, plutôt qu'à un travail simple source de revenus. Par exemple, elles sont nombreuses à refuser des emplois dans des secteurs polluants ou peu éthiques, même si ces emplois sont bien rémunérés. Cela montre une prise de conscience profonde des enjeux sociaux et environnementaux.

La souffrance psychique au travail dans la Fonction publique

Depuis plus de vingt ans, les trois versants de la Fonction publique (État, territoriale et hospitalière) ont été soumis à des réformes successives marquées par une logique d'austérité budgétaire : réduction des effectifs, non-remplacement de départs, maîtrise de la masse salariale, restructurations permanentes. Ces choix ont conduit à une tension continue entre des missions toujours plus larges et des moyens toujours plus contraints.

À cela s'ajoutent les conséquences de la loi du 6 août 2019, dite de transformation de la Fonction publique, qui a accéléré la dégradation des conditions de travail. En favorisant le recours accru aux contractuel·les, en affaiblissant les instances de représentation du personnel et en individualisant davantage les parcours professionnels, cette réforme a contribué à la montée des risques psychosociaux et à la détérioration de la santé mentale des agent·es.

La multiplication des contractuel·les, et donc des situations de précarité dans l'ensemble de la Fonction publique, fragilise les collectifs de travail. Le service public rendu dans ces conditions ne peut garantir pleinement ses principes fondamentaux : l'égalité de traitement, la continuité du service et son accessibilité à toutes et tous.

Ces politiques ont conduit à une intensification du travail, à une dégradation des conditions d'exercice et à une perte de sens au travail. Les agent·es publics se trouvent désormais dans une situation où ils et elles doivent faire plus, plus vite, avec moins, au détriment du sens même de leur engagement. Dans ce contexte, la diffusion de méthodes issues du secteur privé a accentué ces dérives. Les agent·es sont placé·es dans des logiques d'exécution, parfois déconnectées de la réalité du terrain et des besoins des usager·es, alors même que des vies peuvent être en jeu comme à l'hôpital.

Cette transformation managériale produit des effets délétères majeurs :

- d'abord, une perte d'autonomie professionnelle. Les agent·es ne sont plus en capacité d'adapter leur travail aux situations concrètes qu'ils et elles rencontrent. Ils et elles deviennent exécutant·es de procédures, là où leur métier reposait sur le jugement, l'expérience et la relation humaine.

- ensuite, une perte de sens. Lorsqu'un·e soignant·e ne peut plus soigner correctement, lorsqu'un·e enseignant·e ne peut plus transmettre dans de bonnes conditions, lorsqu'un·e agent·e territorial ou de l'État ne peut plus répondre dignement aux besoins des usager·es, c'est l'identité professionnelle elle-même qui est atteinte. Cette souffrance éthique est aujourd'hui au cœur des risques psychosociaux.

(résumé réalisé à partir de l'audience des syndicats de la Fonction publique, au Sénat, en avril 2026)

Les conditions de travail se sont dégradées, avec une pression accrue, des objectifs toujours plus élevés et une gestion souvent toxique.

Si la perte d'emploi constitue une épreuve particulièrement centrale, le travail peut devenir, dans le même temps, une source de souffrance, et notamment sur le plan psychique. Selon une étude du ministère du travail, 37% des salarié·es déclaraient, en 2019, qu'ils et elles ne se sentaient pas capables de tenir dans leur travail jusqu'à la retraite.

Les raisons sont multiples, de la « multiplication des boulots sans qualité » à l'« augmentation des pressions à la rentabilité », en passant par une « conception très hiérarchique de l'entreprise ».

Cela explique, pour partie, la perte de sens exprimée par de nombreux et nombreuses travailleurs et travailleuses et en particulier la « désillusion des jeunes dont les conditions d'exercice apparaissent encore plus mauvaises que celles de leurs aîné·es ».

Une enquête comparative des conditions de travail au niveau européen montre que, par rapport au reste de l'Europe, la France présente des conditions de travail extrêmement médiocres. Elle est même souvent en queue de peloton. Plus de pénibilité physique, plus de charge émotionnelle, plus de discrimination, beaucoup plus de personnes qui considèrent qu'elles ne sont pas payées à la mesure de leur effort. Et a le record des accidents de travail mortels par rapport à nos voisins européens !

De nombreuses enquêtes montrent que les travailleurs sont soumis à une intensification croissante : ils et elles doivent faire plus en moins de temps, avec moins de moyens. Cela entraîne une souffrance physique et psychologique, mais aussi une perte de sens.

Les Français et les Françaises ne refusent pas le travail : ils et elles refusent de souffrir au travail. Ils et elles veulent un travail qui ait du sens, respectueux de leur santé et de leur vie personnelle.

En guise de conclusion :

L'espace du débat public est saturé par les discours qui déplorent la crise de la « valeur travail », la perte du goût de l'effort, le règne de la paresse. Il s'agit de convaincre les Français et les Françaises qu'ils et elles ne travaillent pas assez, que cela pèse sur la compétitivité de la France dans le monde et sur la santé des entreprises, alors même que les réformes entreprises depuis la présidence Sarkozy n'ont fait qu'aggraver les conditions de travail, la situation des demandeurs et demandeuses d'emploi et la formation des jeunes.

Nous devons, actives et actifs comme retraité·es, nous emparer de cette question, forts de nos expériences et de nos aspirations, pour contribuer aux propositions du SNES et de la FSU, afin de peser sur le débat qui va s'amplifier dans la perspective de l'élection présidentielle prochaine, pour qu'il prenne véritablement en compte les aspirations de notre population en matière de formation et de travail.